RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE : Entangled Evolutions. Media and Democratization in Eastern Europe.
GROSS, Peter. Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 2002, 226 p.

Dany Deschênes

Volume 35, numéro 4, décembre 2004

La théorie internationale face au 11 septembre et ses conséquences.
Perspectives libérales et critiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010511ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010511ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deschênes, D. (2004). Compte rendu de [*RÉGIONALISME ET RÉGIONS – EUROPE : Entangled Evolutions. Media and Democratization in Eastern Europe.* GROSS, Peter. Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 2002, 226 p.]. *Études internationales*, 35(4), 795–797. <https://doi.org/10.7202/010511ar>

Dans le domaine sécuritaire, les auteurs insistent sur le fait que les États-Unis et aussi l'OTAN, par le Partenariat pour la paix, sont présents partout, encore qu'à des degrés et sous des formes diverses. Ils insistent également sur la présence militaire américaine directe en Asie centrale depuis le 11 septembre 2001, présence qui interpelle la Russie et les républiques hôtes de façon tout à fait nouvelle.

Dans leurs conclusions, les auteurs indiquent qu'à court terme, ce pourrait bien ne pas être des changements dans l'environnement international qui viendront modifier de façon importante la configuration géopolitique actuelle de l'ancien espace soviétique. Mais que ce pourrait être davantage des changements de régime ou les formes que prendra la poursuite ou non de la désociétisation dans chacun des États de la grande région, y compris en Russie.

Tous ces enjeux et questions sont évoqués avec un souci du détail dans cet ouvrage écrit dans un style clair, concis, accessible à un large public intéressé par les évolutions de l'ancien espace soviétique.

L'ouvrage est complété par une annexe reprenant des données chiffrées sur la Russie et les pays concernés, par une imposante bibliographie et par des index, l'un des noms cités et l'autre thématique. Dans un livre d'une telle densité, c'est un vrai bonheur pour le lecteur.

Simon PETERMANN

Université de Liège, Belgique

Entangled Evolutions. Media and Democratization in Eastern Europe.

GROSS, Peter. Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 2002, 226 p.

Depuis 1989, les changements survenus dans l'ancienne Europe de l'Est ont touché toutes les sphères de la société. Jusqu'à présent, les études sur le passage à la démocratie (*Democratization Studies*) se sont surtout attardées aux différentes étapes du processus (transition-consolidation), au rôle des élites politiques, aux transformations économiques, au développement des systèmes de partis et des partis politiques, aux facteurs internationaux et autres. Toutefois, peu d'auteurs se sont intéressés prioritairement à un acteur particulier de ce processus : les médias. Bien entendu, plusieurs chercheurs soulignent leur importance : lors de la mise en branle des processus transitionnels où il s'agit de présenter ce que l'on peut qualifier maladroitement de l'effet CNN, c'est-à-dire de l'impact des médias sur l'enclenchement des processus de transitions démocratiques ou comme une condition dans la mise en place d'une démocratie libérale à partir des critères de la polyarchie de Robert Dahl.

Or, l'ouvrage que nous propose Peter Gross, professeur de journalisme à California State University-Chico, ne s'inscrit nullement dans cette veine. Il s'agit plutôt de s'attarder aux médias est européens sous la double lorgnette de leurs transformations et de leurs impacts dans le cadre du processus de transition démocratique. Malgré l'hypothèse de plusieurs analystes, Gross fait la démonstration que les médias n'ont

pas été les leaders escomptés pour le développement d'une culture politique démocratique. À cet égard, l'auteur montre bien que cette attente était utopique dans des sociétés en transition.

Plus précisément, l'étude couvre la période 1989-2000 et s'intéresse à six pays : l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Malheureusement, les critères justifiant les cas étudiés ne sont pas très explicites. L'ouvrage est divisé en six chapitres. Le chapitre premier, qui fait office d'introduction, a comme objectif de mettre en place la problématique et le cadre d'analyse. Il explore la relation ambiguë entre la culture et les institutions et s'attarde aux principales dimensions théoriques des notions de culture politique, de société civile et de démocratie. Il propose également un tour d'horizon très succinct de la culture politique sous le communisme et de la culture politique antérieure à cette période ainsi que le développement très inégal de la société civile dans ces pays avant 1989. Le chapitre se clôt sur une discussion concernant les quelques tentatives typologiques touchant les systèmes de médias en fonction des variables économique, politique et idéologique des sociétés. Pour sa part, le deuxième chapitre met l'accent sur les relations, après 1989, entre les médias et le système politique. L'auteur y démontre bien que les médias sont politisés et souvent partisans. Si, exception faite de l'Albanie, les médias ne sont plus liés structurellement aux partis politiques, on constate tout de même une plus forte prévalence qu'en Europe de l'Ouest,

d'un *party-press parallelism*, c'est-à-dire une sorte de filiation entre partis politiques et médias. Les principaux artisans des médias se voient davantage comme des leaders sociaux et politiques que comme des personnes dont leur rôle est d'offrir une information favorisant la socialisation politique des citoyens dans les démocraties en émergence. Le chapitre suivant poursuit dans la même veine mais en explorant cette fois la relation entre les médias et les institutions politiques. Contrairement à ce qu'affirment certains chercheurs, Gross constate que le paternalisme et le contrôle de l'État ne se sont pas réintroduits lourdement après l'euphorie suivant 1989. Le chapitre quatre s'attarde au journaliste et à sa culture politique. L'auteur remarque que la culture politique héritée de la période précédente et celle véhiculée par les élites politiques ont davantage d'influence sur le journaliste que les possibilités offertes par la liberté de la presse. La professionnalisation de la profession se développe très lentement : les nouveaux médias n'y accordant qu'une importance secondaire. Le chapitre cinq porte sur les relations entre les médias, la culture politique et la société civile. Il s'agit plus précisément de présenter et de réfléchir sur les différents types de médias – spécialisés ou de masse –, de leurs impacts dans la participation des citoyens à la vie politique ainsi que de la relation des médias avec les forces du marché. Enfin, le chapitre six, qui conclut l'ouvrage, s'intéresse plus spécifiquement aux divers rôles des médias dans les processus de libéralisation et de démocratisation. Gross fait un survol critique des réussites, des échecs et des insuffisances

de médias à la lumière de ces processus.

À la lecture de ce livre, deux critiques m'apparaissent importantes. Tout d'abord, il y a une certaine confusion qui se dégage lorsque l'auteur s'approprie les étapes séquentielles de la *transitologie*. Il n'est pas toujours évident de savoir si l'on est dans le processus de transition ou dans celui de la consolidation. Par ailleurs, l'absence de la Serbie dans les réflexions de Gross ne permet pas de faire ressortir toutes les conséquences néfastes d'une absence de professionnalisation des médias dans les pays en transition.

Malgré ces quelques commentaires, cet ouvrage comble une lacune dans les études sur le passage à la démocratie, du moins pour les pays post-communistes, en offrant un survol intéressant d'une dimension mal étudiée par les comparatistes. Il s'avère donc un outil très utile pour le spécialiste et le non-spécialiste qui s'intéressent au rôle des médias dans les processus transitionnels en Europe centrale et orientale.

Dany DESCHÈNES

*Direction de la planification et des politiques
Ministère de la Sécurité publique, Québec*

La Belgique et la politique européenne de sécurité et de défense.

DUMOULIN, André, Philippe MANIGART
et Wally STRYS. Bruxelles, Bruylant,
2003, 661 p.

Depuis les années 1980, l'Union européenne cherche à mettre sur pied une politique commune de sécurité et de défense. Après des débuts

modestes et parsemés de difficultés, la conférence d'Helsinki de 1999 permet de mettre de l'avant ce qui sera reconnu comme une véritable Politique européenne de sécurité et de la défense (PESD). En quatre ans, des structures de décision ont été mises en place, des outils militaires ont été développés, des concepts stratégiques ont été dessinés et un pré-Livre blanc a été rédigé. Malgré ces développements importants, plusieurs défis majeurs persistent et font échec à l'érection d'un véritable projet sécuritaire européen commun.

La Belgique et la politique européenne de sécurité et de défense relate les tentatives, les engagements, ainsi que les différents facteurs qui ont permis l'établissement de la PESD. Cette politique commune s'est premièrement concentrée sur les tâches de Petersberg (intervention humanitaire, réaction à des catastrophes naturelles, la conduite d'opérations de maintien de la paix, etc.), afin de développer une capacité militaire complémentaire à l'OTAN. Il était donc impératif pour les décideurs politiques que l'Alliance atlantique conserverait son rôle de sécurité collective, alors que « l'identité » européenne de la défense n'effectuerait que des tâches d'appoint. L'Europe a donc mis sur pied des outils de décision politiques et militaires, ainsi que des capacités d'intervention. Ces forces ont d'ailleurs été impliquées en République démocratique du Congo lors de l'opération ARTÉMIS en juin 2003.

Cet ouvrage évoque donc en détail les tentatives et initiatives qui ont permis la mise en place de la PESD en évoquant particulièrement la participation belge à ces efforts. André